

Enver Hoxha

Janvier 1950

**Rencontre avec les dirigeants du PC Grec,
chez Joseph Staline,
à propos de leurs désaccords.**

Confrontation chez Staline, sur leurs désaccords de principe, entre la direction du Parti du Travail d'Albanie et les dirigeants du P.C. de Grèce.

Y participent : Staline, Molotov, Malenkov ; Enver Hoxha, Mehmet Shehu; Niko Zahariadhis, Mitcho Partsalidhis.

De la stratégie et de la tactique de l'Armée démocratique grecque.

*Varkize. La tactique de la défense passive est mère de la défaite.
Pourquoi les défaites de Vitsi et de Gramoz ?*

Du rôle dirigeant du parti dans l'armée. La place et le rôle du commissaire.

Niko Zahariadhis exprime ses points de vue. Appréciation de Staline.

Lors de l'entretien que j'eus avec le camarade Staline à Soukhoumi, en novembre 1949, il me demanda quand nous pourrions avoir une rencontre avec les représentants du Parti communiste de Grèce en vue d'éclaircir les désaccords de principe entre nous et les dirigeants de ce parti.

Nous fixâmes ensemble le mois de janvier, et, les camarades grecs ayant accepté cette date, la réunion eut lieu au début de janvier 1950 au Kremlin. Du côté soviétique, étaient présents le camarade Staline, Molotov, Malenkov et un certain nombre de fonctionnaires du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Notre Parti y était représenté par le camarade Mehmet Shehu et moi, et le Parti

communiste de Grèce par les camarades Niko Zahariadhis et Mitcho Partsalidhis. La réunion eut lieu dans le bureau de Staline.

Staline, simple et aimable comme de coutume, se leva de son bureau pour nous accueillir, vint au devant de nous en souriant et nous serra la main tour à tour. Prenant la parole le premier, il s'adressa à moi :

«Qu'avez-vous à dire, camarade Hoxha, concernant les camarades du Parti communiste de Grèce ?»

Et, s'adressant aux camarades grecs, il leur dit :

«Que les camarades albanais prennent d'abord la parole, vous parlerez ensuite et exprimerez votre avis.»

Je pris donc la parole :

«Camarade Staline, dis-je, nous avons adressé une lettre au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique sur nos désaccords de principe avec le Parti communiste de Grèce, et en particulier avec ses principaux dirigeants. Nous avons sollicité cette entrevue avec vous pour que vous jugiez si nos points de vue sont justes ou erronés.

— Je suis au courant des questions que vous soulevez, me répondis le camarade Staline, mais je tiens à ce que vous exposiez à nouveau ici, devant les camarades grecs, les problèmes qui vous préoccupent.

— J'évoquerai ici bien sûr, dis-je, toutes les questions que notre Parti a exposées dans la lettre qu'il vous a envoyée. Nous avons traité aussi de ces questions avec les camarades grecs, en particulier avec le camarade Niko Zahariadhis, le camarade Joanidhis, le général Vlandas, avec Bardzotas et d'autres camarades de la direction du Parti communiste de Grèce. Je tiens à souligner dès le début que nous avons eu des désaccords sur un certain nombre de questions, mais je parlerai ici des plus importantes.

— C'est ce que nous voulons aussi, souligna Staline.»

J'ai ainsi commencé mon exposé :

«Le premier de nos désaccords porte sur la stratégie et la tactique de la guerre de l'Armée démocratique grecque. Pour le peuple grec comme pour nous, Albanais, la lutte contre les fascistes hitlériens et italiens a

été une lutte de libération dont dépendait le sort de nos peuples. Cette lutte, nous devons l'appuyer, comme nous l'avons fait, sur la guerre héroïque de l'Armée rouge de l'Union soviétique. Nous, Albanais, étions dès le début convaincus d'en sortir victorieux, car notre peuple s'était dressé tout entier dans une grande lutte de libération dans laquelle il avait aussi à ses côtés la grande Union soviétique, qui devait écraser le nazisme allemand.

«Notre Parti a soutenu l'alliance soviéto-anglo-américaine, car il l'a considérée jusqu'à la fin comme une coalition antifasciste qui avait pour but d'écraser les nazis. Néanmoins, nous n'avons jamais eu l'illusion que les impérialistes anglo-américains seraient les amis et alliés fidèles du peuple albanais. Au contraire, nous avons dès le début, et tout en soutenant l'alliance dans son ensemble, fait une distinction fondamentale entre l'Union soviétique et les Anglo-Américains. Je veux dire par là que notre Parti, notre Armée et son Etat-major général, loin de se soumettre au diktat des Anglais et du Commandement allié de la Méditerranée, accueillait avec une grande circonspection même les rares conseils que nous leur permettions de nous donner. Nous demandions des armes aux Anglais, mais nous constatons qu'ils nous en parachutaient fort peu. Comme vous le savez, nous avons mené une guerre de partisans, pour passer ensuite à la création d'unités plus importantes, jusqu'à la formation de notre Armée régulière de libération nationale.

«Le peuple grec a lutté dans les mêmes conditions que nous. Il s'est insurgé contre les agresseurs fascistes italiens, les a mis en déroute, vaincus, et est même entré en Albanie. Quoique, à l'époque, notre Parti communiste n'eût pas encore été fondé, nos communistes et notre peuple ont aidé les Grecs dans leur guerre contre l'Italie fasciste, et cela alors que notre pays était lui-même occupé. Mais à la suite de l'intervention de l'armée hitlérienne dans la guerre contre la Grèce, l'armée monarchiste grecque fut contrainte de se replier sur son propre territoire, elle a été vaincue. C'est après cela que naquirent la résistance et la Lutte de libération nationale du peuple grec, dirigées par le Parti communiste de Grèce, qui créa l'E.A.M., organisa les détachements de partisans et, plus tard, d'autres unités, plus importantes.

«Au cours de leur Lutte de libération nationale, nos deux peuples ont resserré encore leurs liens fraternels. Dans le passé déjà, des liens

d'amitié existaient entre le peuple albanais et le peuple grec. Comme on le sait, beaucoup d'Albanais ont pris part à la révolution grecque des années 20 du siècle dernier, conduite par Ypsilanti, et ils y ont joué un rôle très important. Mais cette fois nos luttes revêtaient le même caractère et les peuples de nos pays avaient à leur tête nos partis communistes.

Nous avons noué des liens entre nous, et nos détachements de partisans ont même organisé des opérations militaires communes sur le territoire grec contre les forces allemandes. D'autre part, la réaction, chez nous comme en Grèce, était puissante et les occupants assez bien organisés. Et c'était là aussi un phénomène commun à nos deux pays.

«De notre côté, nous avons fait des efforts pour isoler les chefs de file de la réaction, détacher de ses rangs les éléments trompés, et nous avons obtenu des résultats dans ce sens. Nous ne pouvons pas dire avec précision comment il a été procédé en Grèce, mais nous avons critiqué les camarades de la direction du Parti communiste de Grèce parce que l'E.A.M. et eux-mêmes avaient commis une grave erreur de principe et politique en subordonnant la Lutte de libération nationale du peuple grec à la stratégie anglo-américaine et en la mettant presque sous la direction des Anglais et du Commandement allié de la Méditerranée. Nous avons adressé cette critique personnellement au camarade Niko Zahariadhis.

«Le principal responsable de cette situation était Siantos, qui, en l'absence de Zahariadhis, déporté à l'époque dans les camps de concentration allemands, assumait les fonctions de Secrétaire général du Parti communiste de Grèce. Lorsque, par la suite, nous avons soulevé cette question au camarade Zahariadhis, celui-ci ne nous a pas répondu clairement et il inclinait à penser qu'il n'y avait pas eu d'erreurs de leur part. J'ai soutenu avec insistance ce jugement de notre Parti et j'ai fini par dire au camarade Zahariadhis que Siantos était un provocateur, un agent des Anglais. Si Siantos avait été chez nous, ai-je dit au camarade Zahariadhis, notre Parti l'aurait traduit en justice et lui aurait infligé le châtement qu'il méritait, alors que vous avez agi différemment. Certes, cela est votre affaire, mais en tout cas voilà notre avis sur cette question.

«En conclusion, le camarade Niko Zahariadhis a reconnu que «Siantos n'aurait pas dû agir ainsi», que «les camarades l'avaient critiqué, mais ne l'avaient pas traduit en justice; ils l'avaient seulement exclu du

parti».

«Cela dit, je tiens à souligner que nous avons eu avec les camarades dirigeants du Parti communiste de Grèce une série d'entretiens politiques, idéologiques et militaires, et, puisque nous étions deux partis communistes, nous avons, cela s'entend, le même objectif stratégique, la libération de nos pays du joug des occupants nazis-fascistes et de la bourgeoisie réactionnaire.

«Nous avons observé que, malgré le courage remarquable des partisans grecs et de leurs commandants, le camarade Niko Zahariadhis, après sa libération des camps de concentration hitlériens, assumait un poste prééminent à la direction, dans la Grèce «libérée» avec l'armée anglaise sur son sol, en vertu de la signature antérieure de l'accord de Caserte et de celui du Caire de la part des représentants de l'E.A.M., accords qui conduisirent finalement à ceux de Varkize. Notre Parti désapprouvait ces actions du Parti communiste de Grèce, il les a considérées comme un acte de soumission de la lutte démocratique grecque, comme une faillite de sa politique de libération et une capitulation devant la réaction anglo-américaine.

«Plus tard, à un meeting de masse organisé au stade d'Athènes, où ont pris la parole à tour de rôle les chefs de file des partis bourgeois grecs, le camarade Niko Zahariadhis, en tant que dirigeant du Parti communiste de Grèce, a prononcé un discours où il a déclaré entre autres : «Si les autres partis démocratiques grecs réclament l'autonomie du «Vorio-Epire», le Parti communiste de Grèce se joindra à eux» (!). Aussitôt, notre Parti a ouvertement protesté et a averti qu'il se dresserait implacablement contre de tels points de vue. Après cet événement, nous avons invité à nous rencontrer le camarade Niko Zahariadhis et je l'ai sévèrement critiqué, considérant sa déclaration comme une attitude antimarxiste et hostile à l'Albanie. Je lui ai dit haut et clair que le «Vorio-Epire» était un territoire albanais et ne deviendrait jamais grec. Je tiens à souligner à cette occasion que le camarade Niko Zahariadhis a reconnu son erreur, il a avoué s'être gravement trompé à cet égard et a promis de réparer sa faute.

«Nous sommes peut-être dans l'erreur, mais nous pensons que Markos Vafiadhis, qui fut éliminé par la suite, était un bon communiste et un commandant capable. Certes, ce n'est là que notre opinion, elle peut être

juste comme elle peut être erronée, et nous n'avons aucune prétention à ce sujet, car en fin de compte c'est une question qu'il appartient au Parti communiste de Grèce, et non pas à nous, de juger.

«Nos divergences avec la direction du Parti communiste de Grèce ayant à sa tête le camarade Zahariadhis portent d'abord sur les accords de Varkize signés par le Parti communiste de Grèce et l'E.A.M., et qui ne sont rien d'autre qu'une capitulation, une reddition. Le Parti du Travail d'Albanie a jugé cet acte comme un acte de trahison envers le Parti communiste de Grèce et le peuple grec frère.

Non seulement il ne fallait pas signer les accords de Varkize, mais il fallait même dénoncer sévèrement l'esprit qui y a conduit. J'ai depuis longtemps exposé ces points de vue aux camarades Niko Zahariadhis et Mitcho Partsalidhis, ce dernier étant un des signataires de ces accords. Nous avons du respect pour ces deux camarades dirigeants grecs, mais cet acte, qu'ils ont eux-mêmes à la fois inspiré et exécuté, était très erroné et a causé beaucoup de tort au peuple grec.

«En ce qui concerne les accords de Varkize, Niko Zahariadhis a soutenu une thèse contraire à la nôtre.

Il n'a cessé de répéter que ces accords ne constituaient ni une capitulation, ni une trahison, mais «un acte qu'il fallait faire pour gagner du temps et nous faciliter la prise du pouvoir».

«A propos de ces accords, j'ai demandé au camarade Niko Zahariadhis les raisons de la condamnation et de la suppression d'Arís Véluchiotis qui, après la signature de ces accords, est parti pour l'Albanie afin d'y prendre contact avec le Comité central de notre Parti.

Niko Zahariadhis m'a répondu : «Arís Véluchiotis, bien qu'il fût un général courageux, n'était qu'un rebelle, un anarchiste, il avait rejeté la décision du Comité central du Parti communiste de Grèce sur les accords de Yarkize ; aussi l'avons-nous seulement exclu du Comité central du parti, mais quant à ce qui lui est arrivé par la suite, qui l'a tué, etc., nous n'en savons rien». «Nous vous assurons que nous ne sommes pas responsables de sa suppression», a-t-il ajouté. J'ai déjà dit au camarade Niko Zahariadhis que, sans vouloir nullement nous ingérer dans leurs affaires et sans même avoir connu personnellement Arís, mais seulement eu égard à sa qualité de courageux combattant du peuple grec, nous pensions qu'il ne fallait pas le condamner. Quant à sa suppression, lui ai-je dit, nous croyons ce que vous nous avez raconté,

mais là dessus aussi, conséquents dans notre attitude sur les accords de Varkize, nous sommes en opposition avec vous.

«En marxistes-léninistes, nous regrettons beaucoup ce qui arrivait au peuple grec avec lequel nous avons mené le même combat pendant la Lutte antifasciste de libération nationale, c'est pourquoi plus tard aussi, en un temps où le peuple grec voyait se poser encore à lui la question de sa libération ou de son asservissement, nous avons voulu poursuivre cette collaboration.

«Je ne veux pas parler ici du soutien et de l'appui internationalistes que nous avons apportés au Parti communiste de Grèce et à la Lutte de libération nationale grecque, malgré les conditions très difficiles où se trouvait notre pays qui venait d'être libéré du joug des envahisseurs. Que les camarades grecs s'expriment eux-mêmes à ce propos. En dépit de notre grande pauvreté, nous avons, le cas échéant, fait tout ce qui était en notre pouvoir pour leur venir en aide, en fournissant le vivre et le couvert aux réfugiés grecs qui pénétraient sur notre sol. Le fait que l'Albanie était un pays ami libéré, où le peuple et le Parti du Travail d'Albanie avaient accédé au pouvoir, constituait une grande aide pour l'Armée démocratique grecque, car celle-ci avait des arrières sûrs et bien défendus au nord-ouest.

«Après la capitulation de Varkize, la Lutte de libération nationale grecque a repris à nouveau. Le Comité central du Parti communiste de Grèce a réuni son plénum où ont été invités aussi des délégués de notre Parti et nous y avons envoyé le camarade Mehmet Shehu. A cette occasion des changements ont eu lieu au sein de la direction du Parti communiste de Grèce, mais tout cela était une affaire intérieure de ce parti. Nous apprenions seulement avec joie et encourageons les coups durs assenés, aux quatre coins de la Grèce, aux monarcho-fascistes, lesquels, voyant le danger de la situation créée, cessèrent de s'appuyer sur les Anglais et demandèrent le soutien des Américains. Les Etats-Unis d'Amérique ont envoyé en Grèce comme commandant de leur armée le général Van Fleet de sinistre renom, qu'ils tenaient pour un éminent stratège.

«Nous avons eu des divergences avec Zahariadhis, Bardzotas et Joanidhis sur le caractère de la lutte que devait mener l'Armée démocratique grecque contre les nombreuses forces régulières de la

réaction grecque, que les impérialistes américains avaient équipées des moyens militaires les plus modernes. Il y a donc eu entre nos deux partis une divergence de principe sur cette question aussi. Nous fondant sur l'expérience de notre Lutte de libération nationale, nous estimons que la Lutte démocratique grecque ne devait pas devenir une guerre régulière, mais garder le caractère de la guerre de partisans, avec ses unités de plus ou moins grandes dimensions. Si la lutte avait été menée de cette manière, les nombreuses forces de Van Fleet non seulement n'auraient pas été en mesure d'anéantir l'Armée démocratique grecque, mais c'est celle-ci qui les aurait harcelées et frappées de toutes parts suivant la tactique de la guerre de partisans, les aurait éprouvées et affaiblies progressivement, jusqu'à ce qu'elle ait préparé la contre-offensive. Nous soutenions la thèse que la guerre de partisans grecque devait s'appuyer sur le peuple, et les armes être enlevées à l'ennemi.

«Les points de vue stratégiques de Zahariadhis s'opposaient aux nôtres. Les camarades de la direction du Parti communiste de Grèce qualifièrent le regroupement des forces partisans de libération nationale qu'ils réussirent à opérer, d'armée «régulière» et «moderne», et ils prétendent en plus avoir doté cette armée de la stratégie et de la tactique propres à la guerre de positions d'une armée régulière.

En fait, à notre avis, les forces qu'ils ont regroupées étaient une armée de partisans, qui n'a pu se doter ni de la tactique de la guerre des partisans ni de la tactique de combat d'une armée régulière. Par ailleurs, dans leurs opérations les camarades grecs ont suivi la tactique de la défense passive qui est mère de la défaite. C'était là, à notre avis, une grave erreur de la part des camarades dirigeants du Parti communiste de Grèce qui se sont guidés sur le principe erroné selon lequel la guerre de partisans n'a aucun but final, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas conduire à la prise du pouvoir. A la suite des entretiens que nous avons eus avec eux, nous avons l'impression que les camarades grecs comprennent la guerre de partisans comme une guerre de guérillas isolées de 10 à 15 combattants, et qui, selon eux, n'ont aucune perspective de croître et de se convertir en brigades, divisions, corps d'armée, etc. Cela n'est pas juste. Comme l'a montré l'expérience de toute guerre de partisans, et comme l'a confirmé aussi notre Lutte de libération nationale, la guerre de partisans de petites unités, si elle est bien menée, grandit graduellement à mesure que s'amplifie la lutte elle-même, que monte l'élan révolutionnaire des masses, pour aboutir à l'insurrection générale armée et à la formation d'une armée populaire régulière.

Toutefois, les camarades dirigeants du Parti communiste de Grèce ont défendu avec entêtement leurs vues et ils ont exclu de façon catégorique la nécessité d'étendre et de renforcer la guerre de partisans en Grèce. Nous n'avons jamais souscrit et ne souscrirons jamais à ces points de vue. Permettez-moi de vous exprimer notre opinion sur la manière dont se présentait la situation à l'époque où le Parti communiste de Grèce est passé à la clandestinité et a dû reprendre la lutte : Les unités de l'E.L.A.S.

[Armée populaire grecque de libération.] avaient déposé les armes, leurs bases avaient été détruites, elles manquaient de vêtements, de vivres, d'armes ; le moral de l'E.L.A.S. était bas, le mouvement battait en retraite. C'est précisément le regroupement de ces forces que le Parti communiste de Grèce a appelé dès le début «armée régulière» et «moderne», qui, selon eux, pouvait se battre en appliquant la stratégie et la tactique d'une armée moderne et soutenir une guerre de front et ouverte contre un ennemi dix fois plus fort. Pour notre part, nous pensons que cette armée de partisans devait combattre selon la tactique des partisans, comme nous l'enseignent nos éducateurs Marx, Engels, Lénine et Staline. Comment peut-on donc appeler armée régulière ce regroupement des forces partisanses qu'organisa le Parti communiste de Grèce en un temps où elles n'avaient ni les cadres nécessaires, ni tanks, ni avions, ni artillerie, ni transmissions, ni vêtements, ni vivres, ni même les armes légères indispensables ?! Nous estimons que ces vues des camarades grecs ne sont pas justes.

«La direction du Parti communiste de Grèce en qualifiant ce groupement de partisans d'armée régulière, dotée, selon elle, de «la stratégie et de la tactique de guerre d'une armée régulière» (stratégie et tactique qui en fait n'ont jamais été appliquées), n'a même pas réfléchi sérieusement et en marxiste à la manière dont cette armée serait ravitaillée. Les camarades grecs disaient : «Il nous est impossible d'enlever des armes à l'ennemi». Mais de telles vues, pensons-nous, sont en opposition avec les enseignements de Lénine qui a dit qu'en aucun cas on ne doit attendre de l'aide de l'étranger ou d'en haut, mais que l'on doit tout se procurer soi-même, qu'on ne doit jamais renoncer à organiser ou à réorganiser des unités sous prétexte que l'on manque d'armes, etc. Les camarades dirigeants grecs, sous-estimant l'ennemi, pensaient que la prise du pouvoir était une chose facile et qu'on pouvait s'en emparer sans déployer de longs et sanglants efforts et sans une organisation solide et des plus vastes.

Ces vues des camarades grecs ont entraîné d'autres amères conséquences, qui les ont conduits à leur récente défaite; mais ce qui est curieux c'est que même dans les entretiens que nous avons eus avec eux ces derniers temps, ils persistent à considérer ces vues comme justes.

«Or la tactique et la stratégie de guerre que soutient le camarade Niko sont, selon nous, erronées, et les faits sont là pour le prouver. Dans l'entretien que j'ai eu avec lui, le camarade Zahariadhis a prétendu qu'il était impossible aux unités de l'Armée démocratique grecque de pénétrer à l'intérieur du territoire grec, car les monarcho-fascistes et Van Fleet brûlaient les villages et obligeaient la population à les évacuer, de sorte que, selon lui, toutes les agglomérations avaient été désertées. Je lui ai répliqué que cela pouvait, certes, se produire, mais non pas dans la mesure qu'il le prétendait. Je me fondais en cela sur la logique des faits, car il est bien entendu impossible que les monarcho-fascistes et l'armée américaine fassent évacuer la population de toutes les régions habitées de Grèce.

«De même, nous nous opposons aux assertions et points de vue avancés dans une lettre du Bureau politique du Parti communiste de Grèce adressée au Bureau politique de notre Parti, dans laquelle, persistant à ne pas analyser leurs erreurs et cherchant à les dissimuler, ils prétendent que leurs défaites sont imputables à leur insuffisant ravitaillement en armes, munitions et vêtements et que l'ennemi, lui, étant ravitaillé par les Anglo-Américains, dominait les airs et les mers. Il est vrai que l'ennemi était bien mieux ravitaillé et qu'il disposait de forces matérielles et humaines considérables. Mais, dans ces circonstances, lorsqu'on se bat contre la réaction intérieure et l'intervention militaire étrangère, la meilleure manière de se ravitailler est de faire de l'ennemi votre principale source de ravitaillement.

L'Armée démocratique grecque devait arracher les armes à l'ennemi, mais on ne peut le faire en s'en tenant à la tactique de la défense passive. Néanmoins, nous sommes d'avis que cet état de choses n'était pas imputable à des questions de ravitaillement. Nous pensons que la direction du Parti communiste de Grèce, rejetant la tactique de la guerre de partisans et le développement de cette forme de combat jusqu'à l'insurrection générale armée et à la prise du pouvoir, a appliqué une tactique défensive et passive inacceptable, aussi bien pour une guerre de partisans que pour une guerre de positions menée par une armée régulière. Suivant cette tactique, l'Armée démocratique grecque s'est

privée entre autres de la possibilité de s'étendre à d'autres régions du pays où elle devait trouver en tout état de cause une source inépuisable de forces humaines chez les jeunes, garçons et filles, du peuple : de même, elle s'est privée de la possibilité de ravir les armes à l'ennemi à travers des actions répétées, rapides, bien étudiées et portées aux points où l'ennemi s'y attendait le moins. Le marxisme-léninisme nous enseigne qu'il ne faut pas jouer avec l'insurrection armée, et l'histoire de tant et tant de guerres a montré que la défense passive est funeste pour toute insurrection armée. Si l'insurrection se tient sur la défensive, elle sera rapidement écrasée par un ennemi plus puissant et mieux équipé.

«C'est ce qu'a confirmé également, à notre avis, la tactique suivie par les camarades grecs. Le gros des forces vives de l'Armée démocratique grecque a été constamment cloué dans le secteur fortifié de Vitsi et de Gramoz. Ces forces ont été entraînées à une guerre de positions et de caractère défensif ; celle-ci leur a été imposée et ils l'ont appliquée conformément à la ligne de leur direction. Les camarades grecs ont cru pouvoir s'emparer du pouvoir par la guerre défensive et passive. Nous estimons que l'on ne pouvait pas prendre le pouvoir en se retranchant à Gramoz. Une seule fois la direction du Parti communiste de Grèce fut amenée à opérer une manoeuvre (et cela sous la pression des circonstances), ce fut à la bataille de Gramoz en 1948, où les héroïques partisans grecs résistèrent pendant 70 jours de suite, infligeant à l'ennemi de lourdes pertes humaines, mais d'où, pour échapper à l'encerclement et à l'extermination, ils finirent par se dégager pour passer à Vitsi. Mais la prise du pouvoir resta encore un objectif bien lointain. L'Armée démocratique grecque aurait dû attaquer pour s'emparer des villes. Elle ne le fit pas. Les camarades grecs prétendaient à l'époque qu'ils manquaient de forces. C'est peut-être vrai, mais quant à savoir pourquoi ils manquaient de forces et où ils devaient les trouver, les camarades grecs, ni à l'époque ni plus tard, n'ont analysé et résolu ce problème dans la voie marxiste-léniniste.

La tactique des camarades grecs consistait, comme le montre la lettre que leur Bureau politique adressait au nôtre, à garder à tout prix Vitsi et Gramoz, ces bases qui leur serviraient à développer leur lutte, et ils jugeaient que le succès de cette lutte dépendait exclusivement des équipements, mais sans jamais trouver la juste voie pour s'assurer de haute lutte ces équipements.

«Quoi qu'il en soit, en essuyant défaite sur défaite, l'Armée

démocratique grecque fut contrainte de reculer et de prendre position dans la région de Vitsi et de Gramoz. C'était là une période très critique tant pour l'Armée démocratique grecque que pour notre pays. Au cours de cette même période, nous avons suivi avec beaucoup d'attention l'action des camarades grecs. Avant la dernière offensive des monarcho-fascistes contre l'Armée démocratique grecque, les camarades dirigeants grecs pensaient que leur situation politique et militaire était extrêmement brillante, et celle des ennemis, toujours selon eux, désespérée. Ils pensaient : «Vitsi est fortifié au maximum et inexpugnable; si l'ennemi nous attaque là, il signera son propre arrêt de mort. Vitsi deviendra la tombe des monarcho-fascistes. Et pourtant l'ennemi est obligé de déclencher cette offensive, car il n'a pas d'autre issue, il est au bord de l'abîme. Que l'armée monarcho-fasciste et Van Fleet attaquent quand ils voudront, nous les vaincrons».

«Le camarade Vlandas estimait, lui, que c'est à Gramoz et non pas à Vitsi que l'ennemi porterait son coup principal, et cela, parce que «Gramoz est moins fortifié, du fait de sa proximité de la frontière albanaise et que l'ennemi, après nous y avoir vaincus, marchera sur Vitsi pour nous frapper, car il pense pouvoir nous y anéantir, ce lieu étant proche de la frontière yougoslave. Mais, après avoir combattu à Gramoz et causé de graves pertes à l'ennemi, nous porterons nos forces de Gramoz à Vitsi pour y prendre à revers les forces ennemies».

«Toutefois, peu avant la dernière attaque de l'ennemi, nous avons informé les camarades grecs que celui-ci donnerait l'assaut le 10 août à Vitsi et non pas à Gramoz. Cette information permettait aux camarades grecs de ne pas être pris au dépourvu et d'arrêter à temps les mesures requises. Mais même après cela, ils persistaient à croire que le coup principal leur serait porté à Gramoz. Selon eux, que l'ennemi attaquât à Vitsi ou à Gramoz, cela revenait à même. Ils pensaient: «Cela ne change rien pour nous. Nous avons pris toutes les mesures nécessaires à Vitsi comme à Gramoz. Vitsi est imprenable, fortifié à l'extrême, toutes les voies par où l'ennemi pourrait y accéder ont été rendues infranchissables.

L'ennemi n'est pas en mesure de transporter ses armements lourds dans cette zone, la victoire nous appartiendra».

«C'étaient là les vues des camarades grecs deux jours avant l'attaque ennemie sur Vitsi. Mais les monarcho-fascistes atteignirent la troisième

ligne de défense en un jour, et Vitsi tomba en l'espace de deux ou trois jours. Les combats et la résistance se réduisirent à peu de chose. Cela fut pour nous une grande surprise. Mais nous avons pris toutes les mesures pour nous défendre d'une attaque éventuelle des monarcho-fascistes contre nous. Les camarades grecs et le camarade Partsalidhis lui-même, ici présent, n'étaient pas convaincus du bien-fondé de ces mesures défensives de notre part et ils les ont jugées précipitées. Les camarades grecs n'étaient pas réalistes. Beaucoup de réfugiés, entre autres des combattants démocrates mis en déroute, ont été obligés de se replier sur notre territoire. Et que pouvions-nous faire ?! Nous les avons accueillis et les avons installés dans les lieux déterminés.

«Nous n'avons pas été satisfaits de l'analyse que le Bureau politique du Parti communiste de Grèce a faite de la défaite de Vitsi. Nous estimons qu'il aurait dû l'analyser plus à fond, car de graves erreurs avaient été commises. Après la retraite de Vitsi, le camarade Zahariadhis a fondé les espoirs de la victoire future sur les positions de Gramoz, «Gramoz, disait-il, est pour nous plus favorable que Vitsi, les tanks, qui ont été l'élément décisif de la victoire des monarcho-fascistes à Vitsi, ne pourront pas y manoeuvrer, etc.».

«Il faut souligner qu'à l'époque la trahison de Tito était déjà de notoriété publique. Plus tard, Zahariadhis prétendit que «les seuls qui aient accueilli les réfugiés grecs ont été les Albanais, car les Yougoslaves, loin de leur permettre de passer sur leur territoire, leur ont même tiré dans le dos». Il se peut qu'il en ait été ainsi, nous ne saurions le dire.

«Dans un entretien que j'ai eu avec le camarade Zahariadhis sur leur retraite de Vitsi, j'ai de nouveau soulevé la question de leurs erreurs ainsi que de l'absence d'une vue objective de la situation de la part du Parti communiste de Grèce, particulièrement du commandant de Vitsi, le général Vlandas. «Ses vues, ai-je dit à Niko, se sont révélées erronées. On en a eu la preuve dans le fait que l'Armée démocratique grecque n'a pas été en état de défendre Vitsi».

«Niko Zahariadhis m'a contredit. Il m'a affirmé que Vitsi est tombé par la faute d'un certain commandant ; celui-ci n'avait pas disposé son bataillon au secteur du front qui lui avait été assigné et lui-même ne s'était pas trouvé sur le lieu des combats. C'était ce commandant donc qui, selon lui, était la cause de la défaite de Vitsi, c'est pourquoi, m'a-t-il

dit, «nous avons pris des mesures et l'avons condamné». Le camarade Niko donnait là une explication par trop simpliste d'une si lourde défaite.

«Je lui ai avoué franchement et dans un esprit de camaraderie que je ne pouvais vraiment pas croire à cette explication.

«Que tu le croies ou non, me répondit Niko, c'est comme cela».

Malgré tout j'ai repris : «Et maintenant que ferez-vous ?»

«Nous combattons», m'a dit Niko.

«Mais où combattrez-vous ?».

«A Gramoz, qui est une citadelle inexpugnable».

Je lui ai demandé : «Vous pensez y masser toute l'Armée démocratique grecque ?».

«Oui, m'a répondu Zahariadhis, nous l'y masserons tout entière».

«Je lui ai dit qu'ils connaissaient mieux que nous leurs propres affaires et que c'étaient eux qui décidaient, mais qu'à notre avis, Gramoz ne pouvait plus tenir, et qu'il ne fallait donc pas sacrifier inutilement tant de vaillants combattants de l'Armée démocratique grecque dont il était le chef. Vous êtes, ai-je poursuivi, nos camarades et amis, et vous déciderez naturellement vous-mêmes de vos propres affaires, mais j'aurais trouvé bien que vous convoquiez le camarade Bardzotas, le commandant des troupes grecques à Gramoz, pour discuter avec lui de cette question. Niko s'est opposé à cette idée et m'a dit que cela était impossible.

«Nous savons ce qui s'est produit par la suite. Gramoz a marqué la défaite définitive de l'Armée démocratique grecque.

«Gramoz est tombé en quatre jours. A notre avis, la lutte n'y fut pas bien organisée. On s'en est tenu à une défensive totale et passive. Il n'est pas exclu que des combats acharnés aient eu lieu en certains lieux comme à Polie et Kaménik où des combattants démocrates grecs ont résisté

héroïquement. Toute la retraite des forces de Gramoz, à l'exception de celles de Kaménik, s'est déroulée dans le désordre, tout comme celle de Vitsi. Soldats et commandants de l'Armée démocratique grecque chuchotaient entre eux à propos de la tactique défensive erronée appliquée à Gramoz. Le camarade Zahariadhis nous l'a lui-même confirmé.

«Nous estimons que les camarades dirigeants grecs n'ont pas tenu compte, dans les batailles de Gramoz et de Vitsi, des principes marxistes-léninistes de la guerre populaire. Les colonnes monarchofascistes ont atteint les positions qu'elles s'étaient préfixées très rapidement, sans être inquiétées dans leur marche. Elles ont franchi rapidement les crêtes, ont assiégé les forces démocratiques qui s'étaient enfermées dans leurs tranchées et ne contre-attaquaient pas; les ennemis ont donc attaqué, ils ont déniché les partisans de leurs tranchées et ont occupé les fortifications. Le Commandement démocratique grec avait réparti ses forces sur des positions fortifiées, il n'a pas utilisé ses réserves pour contre-attaquer et mettre en échec par des assauts incessants et des manoeuvres rapides l'offensive de l'ennemi. Nous estimons que ce sont leurs vues erronées sur la tactique de combat qui sont à l'origine de la défaite. Les hommes, eux, furent à la hauteur de la situation, c'étaient de vieux partisans éprouvés au creuset de la lutte, dotés d'un moral élevé et qui se battaient héroïquement.

«D'autre part, en appliquant sa tactique défensive, la direction du Parti communiste de Grèce a permis le regroupement et la réorganisation des forces monarcho-fascistes, elle n'a pas attaqué pour frapper les préparatifs de l'ennemi, faire échouer son offensive ou du moins l'affaiblir pour permettre ainsi aux forces vives de l'Armée démocratique grecque de manoeuvrer sur une vaste échelle et de harceler sans cesse et partout les forces de l'ennemi. Ce sont là, selon nous, certaines des causes des derniers revers de Gramoz et de Vitsi. Dans son analyse de la défaite de Vitsi, le Bureau politique du Parti communiste de Grèce affirme qu'«une lourde responsabilité retombe sur la direction», mais il ne précise absolument pas en quoi consiste cette responsabilité et, plus loin, ne manque pas d'émettre cette responsabilité. Nous pensons que ce n'est pas là une analyse marxiste-léniniste.

«Pour mener victorieusement leur lutte, les camarades grecs n'auraient pas dû s'en tenir à une défensive de caractère passif, mais appliquer

comme il se devait les principes marxistes-léninistes de l'insurrection armée. Nous estimons que la tactique à suivre aurait dû tendre à éprouver l'ennemi dans plusieurs directions et de façon incessante, ne pas lui laisser un moment de répit, l'obliger à disperser ses forces, semer la panique et la terreur dans ses rangs, lui rendre impossible le contrôle de la situation. Ainsi la lutte révolutionnaire du peuple grec n'aurait cessé de croître, au début elle aurait harcelé l'ennemi, puis elle lui aurait fait perdre le contrôle de la situation, aurait libéré des régions et des zones entières, et cela jusqu'à la réalisation de l'objectif ultérieur, l'insurrection générale et la libération de tout le pays. C'est ainsi que la guerre de partisans en Grèce aurait eu des perspectives de succès.

«Souvent, dans les entretiens que nous avons eus avec les camarades grecs, nous leur avons dit dans un esprit de camaraderie que l'Armée des partisans grecs doit essayer d'enlever de haute lutte les armements à l'ennemi ; qu'elle doit combattre avec les armes de l'ennemi et se ravitailler en vivres et en vêtements chez son peuple avec lequel et pour lequel elle luttera.

«Nous avons indiqué à nos camarades grecs que leur armée de partisans doit en premier lieu se lier avec le peuple, dont elle s'est détachée et sans lequel elle ne peut pas exister. Le peuple doit s'habituer à combattre aux côtés de son armée, à l'aider et à l'aimer comme sa libératrice. C'est là une condition indispensable. Le peuple grec doit être entraîné à ne pas se rendre à l'ennemi et grossir les rangs de son armée d'hommes et de femmes, de jeunes gens et de jeunes filles issus de son propre sein.

«Nous avons dit aussi, dans un esprit amical, aux camarades grecs que le rôle dirigeant du parti dans l'Armée des partisans grecs devait être mieux mis en oeuvre ; le commissaire politique dans chaque compagnie, bataillon, brigade et division doit être le véritable représentant du parti et, en tant que tel, être investi du droit de commander au même titre que le commandant lui-même.

Mais nous avons remarqué, et le leur avons souvent mis en évidence, que les camarades grecs n'ont pas considéré correctement le rôle dirigeant du parti dans l'armée. J'ai déjà fait part au camarade Staline de ce que pense notre Parti de ce problème, dont nous traitons entre autres dans la lettre que nous lui avons adressée. L'incompréhension du rôle dirigeant du parti dans l'armée, pensons-nous, était une des raisons principales qui ont conduit à la défaite dans la guerre de l'Armée

démocratique grecque. Nous partons toujours de l'enseignement marxiste-léniniste selon lequel le commandant et le commissaire politique constituent une unité qui dirige les opérations militaires et l'éducation politique des détachements, que tous deux sont au même titre responsables de la situation de leur détachement à tous égards, que tous deux, commandant et commissaire, conduisent conjointement au combat leur unité, leur détachement.

Sans les commissaires politiques nous n'aurions pas eu d'Armée rouge, nous apprend Lénine. Nous avons tenu compte de cet enseignement dans notre Armée de libération nationale et nous le suivons aujourd'hui dans notre Armée populaire. Le commandant et le commissaire, en tant que commandement commun, ont existé dans l'E.L.A.S., l'Armée populaire grecque de libération, mais dans la pratique cette forme de commandement n'était pas appliquée comme il se devait. La pression des vues bourgeoises erronées des commandants de carrière qui ne pouvaient pas souffrir à leurs côtés, au commandement, des hommes sûrs du parti, a fait qu'à l'époque le rôle du commissaire au commandement de l'Armée démocratique grecque a été estompé, relégué au second plan. C'est là le résultat des conceptions des dirigeants du Parti communiste de Grèce sur réarmée régulière». Les camarades dirigeants grecs s'efforcent de justifier l'élimination du rôle du commissaire politique en prenant comme exemple le type d'armée de quelque autre pays, mais nous estimons qu'en cette question ils ne sont pas réalistes.

«De telles erreurs ont été constatées également lorsque l'Armée populaire grecque de libération a repris la lutte. Depuis le départ du général Markos, cette armée n'a pas eu de commandant en chef.

Nous estimons qu'une telle situation n'était pas justifiable. Chez nous le Secrétaire général du Parti a été et continue d'être en même temps Commandant en chef de l'armée. Nous pensons que cela est juste.

En temps de paix il pourrait en être différemment, on pourrait avoir un ministère de la Défense, mais dans les conditions de l'Armée démocratique grecque, en pleine guerre, cette armée devait avoir à sa tête un commandant en chef et nous avons toujours pensé et pensons encore que, selon notre expérience, cette fonction politique et militaire revient au Secrétaire général du Parti. Nous avons exprimé à plusieurs reprises cette idée aux camarades grecs.

Les raisons que ceux-ci ont avancées pour justifier pourquoi ils n'ont pas

agi de la sorte ne sont pas convaincantes. Les camarades grecs nous ont dit : «Le camarade Zahariadhis est très modeste», ou «nous avons eu une amère expérience avec Tito, qui était à la fois secrétaire général, premier ministre et commandant suprême de l'armée». Il nous semble qu'il ne s'agit pas ici d'une question de modestie; et l'allusion à Tito non plus, qui nous a semblé cacher quelque insinuation, n'a rien à voir dans cette affaire.

«Nous avons été étonnés par une série de formes d'organisation masquées qu'utilisaient les camarades grecs, mais nous voyions bien qu'il en était tout autrement dans la réalité. Cela, nous ne pouvons nous l'expliquer que par les idées confuses, l'opportunisme, la fausse modestie, dont, nous semblait-il, souffraient les camarades grecs et par le fait qu'ils cherchaient à dissimuler le rôle dirigeant du Parti. Il n'est pas dit que le secrétaire général du parti doive être à tout prix commandant en chef de l'armée, mais qu'une armée qui se bat n'ait pas de commandant en chef du tout, comme c'était le cas de l'Armée démocratique grecque après la destitution de Markos, cela nous a semblé et nous semble erroné.

«Les camarades grecs ne rendent personne responsable de cette situation et des défaites qui suivirent, ils émiettent la responsabilité en la faisant retomber sur ceux qui sont fautifs comme sur ceux qui ne le sont pas. Ils rejettent la faute sur tous les membres du parti, ce qui n'est nullement juste, car les membres du Parti communiste de Grèce ont lutté et luttent avec héroïsme. Nous pensons que les camarades dirigeants grecs ont peur de procéder à une profonde analyse de ces erreurs, que, pour notre part, nous considérons comme graves, ils ont peur de mettre le doigt sur la plaie. Nous sommes d'avis également que certains camarades dirigeants grecs manquent de l'esprit de critique et d'autocritique et qu'ils se défendent les uns les autres en «amis» pour les erreurs qu'ils ont commises.

«Les camarades dirigeants grecs se sont opposés à nos points de vue, dont nous leur avons fait part en camarades et en communistes internationalistes qui combattons pour la même cause, qui avons de grands intérêts communs, et à coeur la cause de la lutte du peuple grec. Ils n'ont pas bien accueilli nos remarques.

«Le camarade Niko Zahariadhis a formulé contre nous plusieurs griefs

que nous avons naturellement réfutés. On connaît déjà sa déclaration au sujet du «Vorio-Epire» que j'ai évoquée au début. Il nous a fait entre autres une mauvaise querelle nous accusant d'avoir soi-disant réquisitionné les camions grecs qui servaient à transporter les réfugiés grecs et leur matériel, et nous a demandé de mettre aussi à leur service nos propres camions. Il est très vrai que nous avons utilisé les véhicules grecs pour le transport des réfugiés grecs vers les lieux où ils devaient être hébergés. Nous avons installé ces réfugiés dans le Nord de l'Albanie où, malgré nos difficultés, il nous a fallu les ravitailler aussi en vivres, c'est-à-dire partager notre pain avec eux. Quant à nos moyens de transport, le parc de nos camions était très réduit, et il nous fallait, à l'époque, assurer le ravitaillement en tout de l'Albanie entière.

«Les camarades grecs nous critiquent également de ne pas avoir donné la priorité au déchargement des secours matériels, vêtements, vivres, tentes, couvertures, etc., qui sont arrivés dans nos ports à l'intention des réfugiés grecs avant que ceux-ci ne quittent l'Albanie. Cela n'est pas vrai. Souvent les aides venant par mer de l'étranger à l'intention des réfugiés grecs avaient été chargés sous le matériel et les marchandises qui nous étaient destinés. Il va sans dire que dans ces cas-là il nous fallait d'abord décharger la partie supérieure de la cargaison; on ne pouvait pas faire autrement. Nous ne connaissons aucune méthode pour décharger un navire en commençant par le fond.

«Quoi qu'il en soit, c'étaient là de petits désaccords qui pouvaient être aplanis, comme ils l'ont été. Ce qui était déterminant, c'étaient les questions de la ligne politique et militaire du Parti communiste de Grèce durant la guerre, et que j'ai évoquées plus haut.

«Non seulement les camarades grecs ont rejeté nos points de vue et nos observations, mais nous avons l'impression qu'ils les ont pris en mauvaise part ; par ailleurs, dans leur lettre adressée il y a quelque temps à notre Bureau politique, ils identifiaient, de façon intolérable et antimarxiste, nos vues et nos attitudes de principe avec les vues des titistes. En dénaturant, pour étayer leur argumentation erronée, les points de vue exprimés par le camarade Mehmet Shehu sur la guerre de Vitsi et de Gramoz, les camarades dirigeants grecs ont pour but, à notre avis, de cacher leurs erreurs. Nous comprenons les moments difficiles traversés par la direction du Parti communiste de Grèce après la défaite de Vitsi et de Gramoz et les moments d'énervement qu'ils ont connus,

mais de telles accusations graves et non fondées sont pour nous inadmissibles et elles n'auraient pas dû être formulées sans avoir été bien pesées surtout par le Bureau politique du Parti communiste de Grèce.

«A la suite de ces accusations, que notre Bureau politique a jugées avec calme, nous avons estimé que le départ d'Albanie du petit nombre de réfugiés démocrates grecs qui s'y trouvaient encore, devenait encore plus indispensable.

«Que le camarade Staline nous dise si nos points de vue et nos attitudes en cette matière ont été justes ou non et nous serons prêts à reconnaître toute erreur éventuelle de notre part et à faire notre autocritique.»

Le camarade Staline m'interrompit en me disant :

«Il ne faut pas repousser les camarades qui sont dans l'adversité.

— Vous avez raison, camarade Staline, répondis-je, mais je vous assure que nous n'avons jamais repoussé les camarades grecs. Les questions que nous soumettions à la discussion revêtaient une grande importance et pour l'Armée grecque et pour nous. Le Comité central de notre Parti ne pouvait pas permettre que la direction du Parti communiste de Grèce établisse le centre de ses activités en Albanie, il ne pouvait non plus permettre que dans notre pays s'organisent et s'entraînent des troupes pour reprendre la guerre en Grèce. Cela, je l'ai dit dans un esprit amical au camarade Niko Zahariadhis, qui avait demandé depuis longtemps que les réfugiés grecs soient transférés dans d'autres pays, et c'est ce qui a été fait pour la plupart d'entre eux. Il s'agissait donc d'un petit nombre de réfugiés qui se trouvaient encore chez nous. Nous n'avons jamais laissé entendre que nous chasserions les réfugiés grecs de notre pays, mais, outre que le camarade Niko lui-même a demandé leur départ vers d'autres pays, le bon sens même nous dictait, dans les circonstances créées, de ne garder à aucun prix chez nous ceux qui y étaient restés.

«Ce sont là les problèmes, camarade Staline, que je tenais à soulever, et que nous avons d'ailleurs traités avec les camarades grecs, ainsi que dans la lettre que nous vous avons déjà envoyée.

— Vous avez terminé ? me demanda alors le camarade Staline.

— Oui, j'ai terminé», répondis-je.

Il donna alors la parole au camarade Zahariadhis.

Celui-ci se mit à défendre les accords de Varkize en soulignant que la signature de ces accords n'était pas une erreur de leur part et il développa plus largement cette thèse. C'étaient les mêmes vues qu'il m'avait déjà exposées.

Afin d'expliquer les raisons de leur défaite, Zahariadhis souleva, entre autres, la question suivante: «Si nous avions pu prévoir dès 1946 la trahison de Tito, nous n'aurions pas engagé le combat contre les monarcho-fascistes». Puis il ajouta encore quelques autres «raisons» pour expliquer la défaite, répétant qu'ils avaient manqué d'armement, que les Albanais, bien qu'ils aient partagé leur pain avec les réfugiés grecs, leur avaient dressé certains obstacles, etc. Par là même, le camarade Zahariadhis faisait de certains problèmes secondaires des questions de principe. Il évoqua ensuite notre demande (alors que lui-même avait fait la même demande avant nous) sur le départ d'Albanie des réfugiés démocrates grecs qui s'y trouvaient encore. Selon lui, cela aurait mis fin à la Lutte de libération nationale grecque.

A cette occasion je tiens à dire mon impression sur le camarade Niko Zahariadhis. Il était très intelligent, cultivé, mais selon moi, pas aussi marxiste qu'il aurait dû l'être. En dépit de la défaite essuyée, il se mit à défendre la stratégie et la tactique suivies par l'Armée démocratique grecque en insistant sur leur bien-fondé et en prétendant qu'ils ne pouvaient pas agir autrement. Il traita longuement de cette question. Ainsi donc, chacun de nous est demeuré sur ses positions.

Ce furent là, en substance, les thèses de Niko Zahariadhis. Son exposé fut aussi long que le mien, sinon plus.

Le camarade Staline et les autres camarades dirigeants soviétiques l'écoutèrent lui aussi attentivement.

Après Niko, le camarade Staline interrogea Mitcho Partsalidhis :
«Avez-vous quelque chose à dire au sujet de ce que les camarades Enver Hoxha et Niko Zahariadhis viennent d'exposer ?

— Je n'ai rien à dire de plus de ce que le camarade Niko vient d'exposer, répondit Partsalidhis et il ajouta qu'ils attendaient que les camarades soviétiques et le Parti bolchevik portent un jugement sur ces questions.»

Alors Staline prit la parole. Il parla posément, comme nous l'avons toujours vu faire à chacune de nos rencontres. Il s'exprima en termes simples, nets et extrêmement clairs. Il reconnut que la lutte du peuple grec avait été une lutte héroïque, émaillée d'actes de vaillance mais marquée aussi d'erreurs.

«En ce qui concerne Varkize, souligna Staline, les Albanais ont raison, et, après avoir traité de ce problème, il ajouta : Vous devez comprendre, camarades grecs, que les accords de Varkize ont été une grave erreur de votre part. Vous n'auriez pas dû les signer ni déposer les armes, car cela a causé un grand tort à la lutte du peuple grec.

«Quant à votre stratégie et à votre tactique dans la lutte démocratique grecque, et bien que cette lutte ait été héroïque, je pense que là encore les camarades albanais en font une juste appréciation. Vous auriez dû mener une guerre de partisans pour passer ensuite des étapes de cette guerre à la guerre régulière.

«J'ai critiqué le camarade Enver Hoxha en lui disant qu'il ne faut pas repousser les camarades qui sont dans l'adversité, mais de ce que nous venons d'entendre ici, il ressort que les camarades albanais ont observé une juste attitude à l'égard de vos vues et de vos actions. Les circonstances créées et les conditions de l'Albanie étaient telles que vous ne pouviez pas rester dans ce pays, car cela aurait mis en danger l'indépendance de la République Populaire d'Albanie.

«Nous avons accepté votre demande sur le passage de tous les réfugiés démocrates grecs dans d'autres pays et à cette heure ils y ont tous été transférés. Tout le reste, armes, munitions, etc., que les camarades albanais ont pris aux soldats démocrates grecs qui ont passé la frontière et sont entrés en Albanie, revenaient, souligna Staline, à ce pays. Ces armes devaient donc rester en Albanie, car ce pays, en accueillant les combattants démocrates grecs, bien qu'il les eût désarmés, n'en avait pas moins mis en danger son indépendance.

«Quant à votre idée selon laquelle «si vous aviez pu prévoir dès 1946 la trahison de Tito, vous n'auriez pas engagé le combat contre les monarcho-fascistes», elle est erronée, indiqua Staline, car il faut se battre pour la liberté de son peuple même si l'on est encerclé. Toutefois, vous devez vous dire que vous n'étiez pas encerclés, car vous aviez à vos flancs, au nord, l'Albanie et la Bulgarie ; tous soutenaient votre juste lutte. C'est ce que nous pensons», conclut le camarade Staline. Et il ajouta :

«Qu'en dites-vous, camarades albanais, Hoxha et Shehu ?

— Nous sommes d'accord avec vous sur tous vos jugements.

— Et vous, camarades grecs, Zahariadhis et Partsalidhis, qu'en pensez-vous?»

Le camarade Niko déclara :

«Vous nous avez beaucoup aidés, maintenant nous nous rendons compte de n'avoir pas agi correctement et nous nous efforcerons de rectifier nos erreurs, etc., etc.

— Très bien, dit Staline, reprenant la parole. Alors nous considérons cette question comme réglée.»

Comme nous nous apprêtions à partir, Molotov intervint et s'adressa à Zahariadhis :

«J'avais quelque chose à vous dire, camarade Niko. Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique a reçu d'un de vos camarades une lettre où il dit que «Niko Zahariadhis est un agent des Anglais». Il n'est pas de notre ressort de tirer au clair cette question, mais nous ne pouvons pas la garder secrète et ne pas vous en mettre au courant, d'autant plus que la personne accusée est un camarade dirigeant du Parti communiste de Grèce. Voilà la lettre. Qu'en pensez-vous ?

— Je vais vous expliquer cela, répondit Niko Zahariadhis. Lorsque les troupes soviétiques nous ont libérés du camp de concentration, je me suis rendu au commandement soviétique pour demander à être envoyé au plus tôt à Athènes, car c'est là qu'était ma place. C'étaient des moments décisifs et je devais me trouver en Grèce. Mais votre

commandement à ce moment-là ne disposait pas d'un moyen de transport pour m'y conduire. Je me suis donc vu obligé de m'adresser au commandement anglais, où j'ai demandé à être reconduit dans mon pays. Les Anglais m'ont embarqué dans un avion et c'est ainsi que j'ai regagné la Grèce. Ce camarade considère que, du moment que je suis rentré dans mon pays par l'intermédiaire du commandement anglais, cela veut dire que je suis un agent des Anglais, ce qui est naturellement faux».

Staline intervint et dit :

«C'est clair, cette question aussi est réglée Alors nous avons fini !»

Il se leva, et après qu'il nous eut serré la main à chacun, nous nous dirigeâmes vers la porte.

C'était une longue salle et au moment où nous atteignions la porte de sortie, Staline nous appela :

«Un moment, camarades ! Embrassez-vous, camarade Hoxha et camarade Zahariadhis !»

Nous nous embrassâmes.

Une fois dehors, Mitcho Partsalidhis ajouta :

«Staline n'a pas son pareil, il s'est comporté avec nous comme un père. Maintenant tout est clair.»

C'est ainsi que se termina cette confrontation chez Staline.